

Sanctions contre l'Afrique du Sud

En 1985, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le premier ministre Mulroney a indiqué que le Canada était disposé à recourir à des sanctions sélectives de concert avec d'autres pays.

À leur réunion à Nassau en octobre 1985, les chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth ont axé leurs discussions sur les mesures qui pourraient être adoptées pour encourager le changement pacifique en Afrique du Sud. L'Accord du Commonwealth sur l'Afrique australe qui en est issu contenait neuf mesures auxquelles le Canada a souscrit et qu'il a déjà appliquées pour la plupart. Le document faisait également état d'autres mesures possibles si, dans les six mois, l'Afrique du Sud n'avait pas montré des signes de progrès vers le démantèlement de l'apartheid.

Le Sommet de Nassau a donné lieu à la création d'un Groupe de personnalités éminentes chargé d'examiner les possibilités d'instaurer un dialogue excluant toutes considérations de couleur, de politique et de religion en vue d'établir un gouvernement non racial et représentatif en Afrique du Sud. Le groupe était formé de sept membres de milieux fort différents provenant de sept pays distincts du Commonwealth. L'archevêque Ted Scott représentait le Canada.

Le Groupe a présenté un rapport très peu optimiste, ses membres en venant à la conclusion que les autorités de Pretoria n'avaient pas fait de progrès tangibles et adéquats en vue d'abolir le régime d'apartheid. Le Groupe s'est acquitté de son mandat alors même que l'agitation et la violence se faisaient chaque jour plus présentes en Afrique du Sud et il a mis fin à ses travaux au moment où le gouvernement sud-africain menait des attaques contre trois États souverains voisins, le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe. Le Groupe a conclu, non sans hésitation, qu'il était nécessaire d'y aller de nouvelles mesures pour encourager le changement en Afrique du Sud, faute de quoi il faudrait se résigner à assister sans rien faire à l'aggravation du cycle de violence.

Conformément à l'Accord conclu à Nassau, le président de la Zambie et les premiers ministres de l'Australie, des Bahamas, du Canada, de l'Inde, du Royaume-Uni et du Zimbabwe ont examiné le rapport du Groupe de personnalités éminentes à l'occasion de la rencontre qu'ils ont eue à Londres en août 1986. Les conclusions du Groupe ont été généralement acceptées. Six des sept gouvernements représentés ont décidé conjointement de mettre en oeuvre un train de mesures convenues et de recommander leur adoption et leur application par les autres pays du Commonwealth et de la communauté internationale. Le gouvernement britannique a convenu d'appliquer deux des mesures de sa propre initiative, ainsi